ÉGYPTE

Les dernières heures de Moubarak ?

Impressionnantes manifestations anti-Moubarak, davantage encore hier. Un tsunami humain historique a déferlé sur Le Caire et toutes les autres grandes villes d'Égypte avant, pendant et, surtout, après la prière du vendredi. Un vendredi que l'opposition a baptisé cette fois «le vendredi du départ».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Un consensus national rarement égalé fera qu'au Caire, les Frères musulmans, les chrétiens, les communistes, les laïcs, les républicains, et tout ce que compte le pays comme courant politique et idéologique fusionnaient autour d'un seul et unique mot d'ordre : «Moubarak, dégage !» «Que tombe Moubarak !» était écrit et scandé dans plusieurs langues.

Hier, en début de soirée, et au onzième jour de ce soulèvement, le record était visible à l'œil nu au Caire. Même le secrétaire général de la Ligue arabe, l'Égyptien Amr Moussa, a pris part à ce rassemblement, ce qui est une première pour un responsable de son rang. Moubarak cédera-t-il enfin ?

L'homme s'était déjà exprimé une nouvelle fois, la veille, à travers une interview accordée à la chaîne américaine ABS. Le Raïs y affirmait vouloir partir, «mais si je le fais maintenant, je crains que le pays sombre dans l'anarchie». Son Premier ministre, Ahmed Shafik, a, lui aussi, lors d'une conférence de presse, plaidé pour «une sortie honorable du président Moubarak».

Tandis que le nouvel homme fort du pays, le général Omar Souleimane, nommé récemment au poste de vice-président et que tout le monde, Washington et opposition en Égypte compris, veut voir conduire la transition pourtant, ira plus loin encore.

«Exiger le départ immédiat du président Moubarak est absolument inacceptable», affirmait-il à la même chaîne américaine.

«Ceux qui réclament cela cherchent à mener le pays vers le chaos», ajoutera-t-il avant d'assurer que «tout ce que le président a annoncé comme décisions lors de son dernier discours sera appliqué à la lettre».

A Washington, si on hausse de plus en plus le ton, l'extrême prudence marque toujours le discours des officiels dont aucun n'a publiquement prononcé le terme de «démission» à l'encontre de Moubarak. L'on appelle juste à une «transition immédiate» accompagnée à chaque fois par cette nuance : «ordonnée».

Hier encore, l'Union européenne, qui avait réuni un sommet des 27 chefs d'Etat, a appelé «les autorités égyptiennes à répondre aux aspirations du peuple égyptien par la réforme politique et non la répression».

Silvio Berlusconi déclarera carrément «qu'il peut y avoir en Égypte une transition démocratique sans rupture avec un président comme Moubarak que l'Occident, les Etats-Unis en tête, considère comme un homme sage et un point de référence précis pour tout le Proche-Orient. Je crois que tous les pays occidentaux pensent la même chose». C'est dire la complexité de l'équation égyptienne, véritable casse-tête pour Washington et tout l'Occident. Car si Moubarak est, certes, définitivement mort politiquement, la manière de sa sortie ne semble pas se rapprocher de celle d'un Ben Ali…

K. A.

Photo : DR.

Mobilisation massive contre Moubarak.

Lettre ouverte à Monsieur Ahmed Shafiq, Premier ministre de la République arabe d'Égypte

Monsieur le Premier ministre,

Le Syndicat national des journalistes constate avec consternation la multiplication des attaques contre les journalistes et la dégradation dangereuse des conditions de travail des représentants des médias chargés de couvrir les évènements qui se déroulent dans votre pays.

A ce titre, le Syndicat

- condamne de la façon la plus ferme les exactions commises contre l'ensemble des journalistes ;
- appelle votre gouvernement à prendre urgemment des mesures concrètes pour la cessation immédiate et sans délai de ces exactions, à assurer la protection de l'ensemble des représentants des médias et à sanctionner les auteurs de ces actes ignobles ;
- assure ses confrères de son entière solidarité.

Fait à Alger le 4 février 2011.

P/le Syndicat national des journalistes,
le secrétaire général, Kamel Amarni

SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

Le canal de Bruxelles et l'œil du cyclone

Consacré à l'énergie et aux priorités de l'Union européenne en la matière, ce Sommet des 27 ne pouvait pas plus mal tomber pour le Vieux-Continent. Premier acheteur mondial de pétrole et de gaz, l'Europe est terrorisée par ce qui se passe au Caire ! Donc au Canal de Suez !

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Qui pense ou achète énergie en Europe a en tête, en plus de la Russie, de l'Algérie et de la Libye, l'Égypte, le Canal de Suez. N'oublions pas que deux fondateurs de l'Union, France et Royaume-Uni, ont fait la guerre pour le Canal de Suez.

Ce qui s'y passe et les développements récents de la situation sur le terrain n'incitent guère les Européens à l'optimisme. L'après-Moubarak après l'après-Ben Ali et les après d'après se jouent, à l'évidence, sans l'Europe.

Si Bruxelles n'y prend pas garde, ce qui n'est pas le cas, loin s'en faut, cette région se redessinera sans les 27. Cela fera beaucoup (Proche, Moyen et Extrême-Orient plus la Méditerranée du midi). Les Allemands et les Britanniques à un degré moindre savent que la mondialisation a été mal négociée, mal conçue et mal préparée par l'Europe.

Les ratages et les a-priori historiques sont, cependant, l'apanage du vieux et têtu continent. Hier, dans la capitale belgo-européenne et siège des principales institutions de l'Otan, les décideurs européens n'avaient pas grand-chose à proposer, à se dire, Tunis, Amman, Sanaâ, le Caire, k'hlass, c'est fini, c'est une, ça sera, une configuration américaine, réformiste, démocratisante, acceptable pour les peuples de la région, les Arabes. Les Vingt-sept, longtemps accrochés aux basques des dictateurs, pourront-ils rattraper le retard ?

Se mettre au diapason, négocier la mise — leur – mise à niveau ? Pas sûr. Vu les contradictions et les intérêts divergeants, des dinosaures européens.

Sur l'économie, déjà, Berlin a, encore une fois, opposé une fin de non-recevoir au «gouvernement économique», lui préférant le «pacte de compétitivité». D'un mot, l'Allemagne ne veut plus être tributaire des mauvais élèves, des cancres.

Ils sont nombreux (Grèce, Espagne, Bulgarie, Portugal, Roumanie, Slovaquie…). Les Allemands, qui regardent de plus en plus de l'autre côté de l'Atlantique, sont décidés à livrer la guerre économique en faisant cavalier seul.

Les autres, la France y compris, ont une seule option : suivre ou regarder l'Allemagne filer, se détacher du carcan de l'Union européenne. Suivre sera difficile pour la plupart des autres, le Royaume-Uni, peut-être, sera-t-il au diapason.

Que seront-ils, alors, l'Euro et l'Europe devenus ? Pour le reste, tout le reste, remous aux frontières maritimes directes. Tunisie, Égypte, demain, d'autres sans doute suivront. Bruxelles ne sait plus à quel dieu se vouer.

Ulysse, lui-même, n'y pourra pas grand-chose. Né grec, égyptien de culture, Ulysse aurait, selon la légende, fondé Alger.

Tunis, Le Caire, Alger, tous dans l'œil du cyclone.

A. M.

Photo : DR.

Siège de l'UE à Bruxelles.